

## ***Au-delà de 2020 : vers un programme transformateur pour les femmes, la paix et la sécurité***

**Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité**

**Organisée conjointement par l'Uruguay et le Canada**

Jeudi 15 juillet 2021

De 8 h 30 à 11 h 30 HAE/New York

Réunion virtuelle, tenue sur Zoom par le Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité et le Secrétariat d'ONU Femmes

### **Introduction**

Ce résumé présente les points saillants de la réunion virtuelle du 15 juillet 2021 du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité (FPS), organisée par les coprésidents, le Canada et l'Uruguay. L'événement a accueilli 126 participants, dont 39 % provenaient du gouvernement, 31 % de la société civile et 12 % de l'ONU.

Vingt ans après l'adoption décisive de la résolution 1325 (2000) par le Conseil de sécurité des Nations Unies, nous avons besoin d'un programme pour les FPS qui soit adapté à l'objectif visant à régler le vaste éventail de conflits et de crises, y compris dans le contexte de pandémies, des changements climatiques, de la violence à caractère raciste et d'autres défis en matière de paix et de sécurité. La pandémie de COVID-19 a amplifié des problèmes de paix et de sécurité sous-jacents dans le monde entier, et une fois de plus, les femmes ne sont pas seulement durement touchées, mais elles sont aussi en première ligne de nos efforts de réponse à la pandémie et de rétablissement. La crise offre également des possibilités d'action positive et de transformation. Alors que les nations planifient et préparent un avenir plus résilient et plus pacifique, nous devons redoubler d'efforts pour que les femmes soient toujours au centre des décisions.

Dans le cadre de la première séance intitulée « **Vers un programme transformateur pour les FPS** », trois experts ont été invités afin d'exprimer leurs points de vue sur la façon de réaliser un programme pour les FPS plus inclusif, qui s'applique à l'ensemble du continuum des violences sexuelles et fondées sur le genre, de l'insécurité et des conflits dans les sociétés. Lors de la deuxième séance, intitulée « **Bâtir la confiance, consolider la paix** », quatre femmes qui œuvrent pour la paix ont fait part de leurs différents points de vue sur les FPS, travaillant à titre d'intervenantes et de leaders de confiance en matière de prévention de la violence et des conflits, de résolution des conflits et de rétablissement à la suite de conflits. Lors de la troisième séance, le nouveau site Web du Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS a été lancé pour servir de portail de connaissances et d'espace de collaboration pour les coordonnateurs, les partenaires de la société civile et d'autres intervenants (<https://wpsfocalpointsnetwork.org/>). La nouvelle plateforme comprend un contenu propre au réseau, ainsi que des liens vers des sites et des bases de données qui permettent d'aider les coordonnateurs du programme et d'autres intervenants à rechercher, concevoir, mettre en œuvre et évaluer les plans d'action et les stratégies du programme pour les FPS.

## Objectifs de la réunion

- Approfondir les connaissances des coordonnateurs sur l'applicabilité du programme pour les FPS dans des contextes de conflits non armés et sur l'importance de l'inclusion dans la prise de décision en matière de paix et de sécurité.
- Formuler des recommandations concernant des mesures concrètes que les coordonnateurs et d'autres intervenants liés aux FPS doivent prendre afin de faire progresser la mise en œuvre du programme pour les FPS à l'échelle nationale, régionale et internationale.
- Discuter des mesures que le Réseau des coordonnateurs du programme pour les FPS peut mettre de l'avant collectivement pour mettre en œuvre un programme pour les FPS transformateur.

## Faits saillants

Voici quelques-unes des **principales recommandations** formulées pour réaliser un programme pour les FPS inclusif et transformateur qui soit plus efficace, pertinent et habilitant pour toutes les femmes et leurs communautés touchées par les conflits, la violence et l'instabilité.

- Une politique liée à la paix et à la sécurité qui est *inclusive* donne lieu à une paix et une sécurité qui sont plus *globales*, plus *efficaces* et plus *durables*.
- L'humilité est essentielle dans le cadre d'une approche de sensibilisation et de mobilisation tant à l'échelle nationale qu'internationale en matière de paix et de sécurité. Cela comprend l'application d'une optique de décolonisation et de lutte contre le racisme à tous nos efforts et actions visant à mettre en œuvre le programme pour les FPS.
- Les partenaires du gouvernement et de la société civile doivent collaborer par l'intermédiaire d'approches bilatérales et régionales afin d'appliquer le programme pour les FPS aux questions qui transcendent les frontières (p. ex. crises sanitaires, catastrophes, changements climatiques, migration irrégulière, traite de personnes).
- Les stratégies et les plans d'action pour les FPS doivent tenir compte de la violence structurelle en tant que grave menace à la paix et reconnaître que les violences sexuelles s'inscrivent sur un continuum de formes de violence interdépendantes et récurrentes contre les femmes et les filles (résolution 2467 [2019] du Conseil de sécurité des Nations Unies).
- Pour rendre les transformations possibles, les champions des FPS doivent aller au-delà des limites traditionnelles pour accorder la priorité à une paix positive, lutter activement contre la violence structurelle, assurer une analyse féministe et intersectionnelle et se concentrer sur l'établissement de partenariats.
- Une approche transformatrice et antiraciste à l'égard des FPS doit chercher à remettre en question la *colonialité* dans le programme pour les FPS même. Nous devons étudier les hiérarchies raciales enracinées dans l'élaboration de politiques et dans les pratiques adoptées à l'échelle mondiale, y compris dans le programme pour les FPS.
- La violence et l'instabilité ne sont pas seulement des enjeux nationaux, mais également régionaux. Des efforts urgents de consolidation de la paix sont nécessaires au sein des régions pour pouvoir remédier à la perte et au manque de confiance à l'égard de la politique et de la gouvernance dans les pays des Amériques et partout dans le monde.

- L'approche fondée sur les droits de la personne est un cadre essentiel qui peut fonctionner avec le programme pour les FPS en vue d'apporter des changements transformateurs.
- Les plans d'action nationaux sont des outils importants pour consolider la paix. Ces plans doivent s'appuyer sur un dialogue national inclusif qui permet que les aspirations de tous soient exprimées.
- Pour atteindre les objectifs de transformation, les plans d'action régionaux, nationaux et locaux sur les FPS doivent bénéficier d'un financement dédié et durable. Ce financement devrait être explicitement inclus dans les budgets pour assurer un suivi et une évaluation efficaces ainsi qu'une mise en œuvre réussie.
- Encourager et effectuer des investissements et fournir un financement durable aux femmes autochtones dans le monde entier afin d'intégrer les pratiques traditionnelles et judicieuses aux principaux systèmes.
- La mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) constitue une mesure concrète que les États membres peuvent prendre afin de rétablir le pouvoir et la place des peuples autochtones.
- Les jeunes femmes ne sont pas seulement des spectatrices et nous avons besoin de leur participation active dans le cadre des activités de résolution et de consolidation de la paix après les conflits. Nous avons besoin d'espaces sûrs pour mobiliser les jeunes femmes qui œuvrent pour la paix afin de les écouter et de leur faire savoir que le gouvernement est présent et qu'il est de leur côté.

## Résumé

### Mot d'ouverture

L'animateur **Martin Vidal**, ambassadeur de l'Uruguay au Canada, a souhaité la bienvenue aux participants à l'événement au nom des coprésidents de l'Uruguay et du Canada. La coordonnatrice du programme pour les FPS du Canada, **Gwyneth Kutz**, a souligné l'importance de l'idée maîtresse du programme pour les FPS, selon laquelle une paix et une sécurité *plus inclusives* mènent à une paix et une sécurité *plus globales, plus efficaces et plus durables*. Les activités de sensibilisation et de mobilisation internationales en matière de paix et de sécurité ainsi que le programme pour les FPS doivent également inclure une notion d'humilité. Nous avons tous des enjeux de paix et de sécurité à régler dans nos pays et nous pouvons apprendre les uns des autres. La coordonnatrice du programme pour les FPS de l'Uruguay, **Noelia Martinez-Franchi**, a souligné que sans le soutien du Réseau des coordonnateurs, l'Uruguay ne pourrait pas achever son premier plan d'action national en 2021. Elle a noté que l'Uruguay ainsi que d'autres pays d'Amérique latine sont confrontés à des difficultés quant à l'application du programme pour les FPS à l'éventail complet des mesures en matière de paix et de sécurité, car plusieurs de ces pays estiment que le programme se limite aux conflits armés ou aux situations après les conflits armés. En parallèle, la région présente les taux de violence les plus élevés dans le monde en raison des inégalités entre les genres. Depuis que l'Uruguay et le Canada ont organisé conjointement le premier atelier régional sur les FPS dans les Amériques en décembre 2019 à

Montevideo, l'Uruguay s'est concentré sur le défi de trouver des façons d'appliquer le programme pour les FPS au-delà des conflits armés et des situations après les conflits armés.

**Maria Noel Vaeza** (Directrice régionale d'ONU Femmes pour l'Amérique latine et les Caraïbes) a souligné que nous n'avons pas besoin d'une guerre pour démontrer que les préoccupations sociales augmentent lorsqu'il n'y a pas de dialogue et en particulier lorsqu'il n'y a pas de dialogue d'égal à égal. Un plus grand nombre de pays d'Amérique latine suivent de plus près le programme pour les FPS et elle a remercié l'Uruguay pour son leadership en matière de FPS dans la région. Elle a invité tous les coordonnateurs à adopter une approche sur les FPS pour relever les défis qui dépassent les frontières (notamment les changements climatiques et les migrations forcées) afin de renforcer les alliances au moyen de stratégies régionales et sous-régionales sur les FPS.

### **Séance 1 : Vers un programme transformateur pour les FPS**

- *Qu'entendons-nous par programme transformateur pour les FPS?*

**Katrina Leclerc** (candidate au doctorat, cofondatrice de la Coalition canadienne pour la jeunesse, la paix et la sécurité, membre du conseil d'administration du Réseau FPS Canada) a présenté un cadre pour un programme transformateur pour les FPS en se concentrant sur trois aspects importants :

- conceptualiser la paix et la sécurité, en y incluant notre compréhension de la violence structurelle;
- intégrer l'intersectionnalité et y accorder la priorité;
- établir des partenariats fondés sur la collaboration en lien avec les FPS.

Lorsque nous visualisons le programme pour les FPS, la plupart d'entre nous imaginent des femmes œuvrant dans des opérations de maintien de la paix, des femmes participant à des négociations de paix ou encore à des forums sur le rétablissement après un conflit. Il est important d'accorder la priorité aux initiatives et aux approches sur les FPS qui poussent l'application de ce programme *au-delà* de la portée limitée des mesures de sécurité militarisées et des processus de paix officiels (« première voie »).

En 1969, Johan Galtung a introduit le concept de *violence structurelle* et a défini la *paix négative* comme l'absence de violence personnelle et la *paix positive* comme l'absence de violence structurelle. Cette conceptualisation de la paix positive soutient l'importance pour les politiques sur les FPS d'avoir une orientation interne (à l'échelle nationale) ainsi qu'une orientation externe (à l'échelle internationale). Le programme pour les FPS doit aller au-delà des approches traditionnelles en matière de sécurité afin de tenir compte de la violence structurelle en tant que grave menace à la paix, conformément aux principes du *continuum de la violence* énoncés dans la résolution 2467 (2019) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'*intersectionnalité* est un terme qui a été inventé par la professeure Kimberlé Crenshaw en 1989 dans le cadre de la théorie critique de la race (*critical race theory*). En pratique, l'intersectionnalité est une optique d'analyse ciblée qui tient compte du fait que le pouvoir se recoupe avec les facettes de notre identité. Cette analyse va au-delà de la race, du sexe, de l'âge, de la classe sociale, de l'incapacité ou de la capacité physique, de l'orientation sexuelle et d'autres déterminants identitaires. Elle nous oblige à comprendre – ou à chercher à comprendre – comment toutes ces identités influent sur nos interactions quotidiennes, nos vies et nos expériences. Dans le cadre du programme pour les FPS, l'analyse féministe et intersectionnelle nous oblige à examiner et à cibler ces différents niveaux de nos identités.

Le troisième aspect pour un programme transformateur pour les FPS est l'établissement de partenariats. Il s'agit également de l'un des piliers du programme jeunesse, paix et sécurité, qui devrait faire partie intégrante des nouvelles approches progressives et transformatrices en matière de FPS. Pour être véritablement transformationnels, les cadres de paix et de sécurité doivent être axés sur la collaboration entre les secteurs thématiques, notamment les femmes, les jeunes et les enfants.

Les partenariats doivent être axés sur la collaboration et non sur la concurrence : personne ne ressort gagnant lorsqu'on travaille en vase clos. L'une des principales façons de renforcer les partenariats consiste à collaborer plus étroitement avec la société civile. Par exemple, le Groupe consultatif sur les FPS pour le deuxième plan d'action national du Canada réunit des représentants de la société civile et du gouvernement ainsi que d'autres intervenants clés pour faciliter la mise en œuvre. Il s'agit d'un exemple positif de direction partagée dans le cadre du programme pour les FPS.

Dans l'ensemble, pour rendre les transformations possibles, les champions des FPS doivent aller au-delà des limites traditionnelles. Nous devons accorder la priorité à une paix positive, lutter activement contre la violence structurelle, assurer une analyse féministe et intersectionnelle et nous concentrer sur l'établissement de partenariats.

### ***Lutter contre la discrimination et le racisme dans les systèmes et les structures en lien avec la paix et la sécurité***

- *À quoi ressemble une approche antiraciste et décoloniale dans le cadre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité?*

**Mme Toni Hastrup** (*maître de conférences en politique internationale à l'Université de Stirling au Royaume-Uni*) a expliqué qu'une *approche décoloniale* à l'égard des FPS vise à remettre en question la *colonialité* qui se manifeste sous trois formes :

- la colonialité du pouvoir;
- la colonialité des savoirs;
- la colonialité de l'être.

La *colonialité du pouvoir* désigne la persistance de visions coloniales du monde qui continuent d'exister dans l'ère postcoloniale dans laquelle nous sommes actuellement dans le cadre de relations hiérarchiques fondées sur l'exploitation et la domination entre les pays du Nord et les pays du Sud. Cette relation est reproduite dans les institutions mondiales, dans la structure de l'État et dans les pratiques des cadres normatifs mondiaux.

Les hiérarchies de pouvoir à l'échelle mondiale sont reproduites et renforcées par la *colonialité des savoirs*, c'est-à-dire la façon dont les sociétés coloniales ont systématiquement banni les formes de savoir autochtone. Quelles sont les connaissances utilisées lorsque nous réfléchissons aux philosophies des interventions d'ordre humanitaire? De qui proviennent les connaissances qui sont intégrées lorsque nous pensons à des modèles de pratiques exemplaires quant à la façon dont nous menons des enquêtes et effectuons des recherches? Qui détermine la portée d'une enquête? Dans quelle mesure le savoir autochtone est-il intégré aux pratiques du programme pour les FPS?

Une approche antiraciste à l'égard des FPS doit chercher à remettre en question la colonialité dans le programme pour les FPS même. Il est urgent d'analyser la façon dont les hiérarchies raciales sont intégrées aux pratiques du programme pour les FPS. Lorsque les pays du Nord dominant ou déterminent les pratiques du programme pour les FPS dans les pays plus pauvres, ils tendent à renforcer une *altérité* qui est problématique et injustifiée. Les femmes des pays du Sud ont dirigé la création du programme pour les FPS. Malgré cela, il y a une perception commune selon laquelle seuls certains types de femmes ont besoin d'une intervention relative aux FPS, et ces femmes vivent invariablement dans les pays du Sud.

Les pays les plus riches se sont souvent présentés comme étant *mieux placés* pour relever les défis liés à la discrimination fondée sur le sexe. Ces pays ne tiennent souvent pas compte dans leur conduite et leurs politiques de l'héritage racialisé du colonialisme qui mène à des situations de discrimination fondée sur le sexe dans les économies en développement.

Un *programme transformateur pour les FPS* doit tenir compte de la façon dont le racisme est ou pourrait être enraciné dans les pratiques d'élaboration de politiques à l'échelle mondiale et inévitablement dans la mise en œuvre du programme pour les FPS. Pour élaborer un programme pour les FPS qui soit décolonial et antiraciste, nous devons poser d'importantes questions, notamment :

- Quelles sont les conditions de la politique internationale qui créent les vulnérabilités associées au sexe auxquelles le programme pour les FPS vise à remédier?
- Comment pouvons-nous nous assurer d'inclure le savoir des « autres » qui sont minoritaires et marginaux?
- Comment les pratiques des pays du Sud peuvent-elles accroître nos connaissances?
- Comment les conditions nationales sont-elles liées aux conditions internationales? Par exemple, dans quelle mesure le programme pour les FPS est-il circonscrit aux pays du Nord? Dans quelle mesure le programme pour les FPS est-il appliqué de façon uniforme dans l'ensemble des politiques étrangères?
- Lorsque nous examinons la structure des mesures sur les FPS, qui est représenté?

### ***Renforcer les liens FPS entre les programmes et les régions***

- *Au-delà des situations de conflit armé, comment le programme pour les FPS s'applique-t-il au continuum de la violence, de l'insécurité et des conflits? Comment le programme pour les FPS se divise-t-il en trois volets?*

**Hilary Anderson** (*spécialiste principale des questions de genre pour la Commission interaméricaine des femmes [CIF] de l'Organisation des États américains*) a souligné le grave problème que représente la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG) dans les Amériques. Trois principaux aspects conceptuels de la VSFG se recoupent de manière évidente : la sécurité publique, la violence contre les femmes et le programme pour les FPS. Toutefois, ces aspects sont séparés les uns des autres et sont généralement traités par des entités gouvernementales distinctes qui interagissent rarement entre elles.

Les plans nationaux de sécurité doivent refléter la situation actuelle ainsi que la réalité de l'insécurité dans les Amériques et dans le reste du monde. Nous constatons une diminution du nombre de conflits armés et une augmentation des crises et des situations d'instabilité à court ou à plus long terme qui sont

provoquées par des facteurs intersectoriels, dont la criminalité transnationale organisée, les catastrophes naturelles, l'insécurité entourant l'approvisionnement en eau et les migrations forcées (causés par des moteurs tels que l'instabilité politique et la dégradation du climat et de l'environnement).

Le programme de lutte contre la violence à l'égard des femmes doit s'attaquer à l'ensemble des violences, y compris la violence en milieu familial et la violence publique faite aux femmes, par exemple dans le domaine de la politique. La CIF a trouvé difficile d'intégrer le programme pour les FPS aux discussions de l'Organisation des États américains (OEA). Pour remédier à cette situation, il est important que les États membres de l'OEA intègrent le programme pour les FPS à leurs programmes politiques.

### **Questions supplémentaires à l'intention des panélistes et du public en utilisant l'outil de sondage de MentiMeter**

- *Quelles mesures les États membres, la société civile et les autres intervenants peuvent-ils prendre pour s'assurer que le programme pour les FPS est transformateur?*

Les participants ont enregistré les réponses suivantes : écouter les voix locales, les acteurs de la société civile, les femmes autochtones, les jeunes et les opinions de personnes qui ne font pas partie de l'élite; accroître l'accessibilité du financement pour la société civile et les organismes locaux; se désarmer, se démilitariser et réaffecter les budgets militaires aux besoins sociaux et environnementaux urgents; s'assurer d'avoir un espace sûr et une voie de collaboration avec les défenseurs des droits de la personne; intégrer l'intersectionnalité et la décolonisation aux approches; démanteler les structures traditionnelles de pouvoir d'exclusion; accorder la priorité aux expériences des collectivités marginalisées; lutter contre la violence structurelle; élaborer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux à incidence élevée et inclusive qui comprennent des engagements et des processus de surveillance clairs; mettre l'accent sur la prévention plutôt que sur la résolution; renforcer les synergies entre les différents secteurs des gouvernements dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre du plan d'action national; accroître la participation significative des femmes aux processus de paix; produire des cadres en collaboration avec les groupes marginalisés.

- *Quelles mesures les gouvernements, la société civile et les autres intervenants peuvent-ils prendre pour s'assurer que les politiques et les programmes relatifs aux FPS sont décoloniaux et antiracistes?*

Les participants ont enregistré les réponses suivantes : combattre les préjugés de manière sincère; reconcevoir les tables sur les pourparlers de paix; agir humblement et tenir des discussions difficiles au sujet de l'équilibre des pouvoirs; déterminer qui n'est pas présent et pourquoi; investir pour le leadership des femmes autochtones; apporter des modifications par rapport au passé; localiser la mise en œuvre du programme pour les FPS; aller au-delà des cloisonnements et établir des liens horizontaux et verticaux entre les politiques sur les FPS; solliciter et inclure des opinions de personnes qui ne font pas partie de l'élite; reconnaître et prévenir la normalisation de la violence à l'endroit des personnes autochtones, noires et de couleur (PANDC) et des communautés marginalisées; mener une analyse sur les sexes et les conflits dans une perspective intersectionnelle;

faire participer activement les groupes minoritaires d'une façon significative à l'élaboration des politiques; soutenir une consolidation de la paix locale et décoloniale; changer les dynamiques du pouvoir entre les pays du Nord et les pays du Sud; ne pas s'appuyer sur les structures traditionnelles de paix et de sécurité pour être décolonial et antiraciste; respecter le savoir autochtone; susciter une volonté politique et participer à une coordination multisectorielle du programme pour les FPS et à une évaluation critique des plans d'action nationaux et mise en œuvre du plan d'action national en fonction d'une représentation tenant compte de la classe sociale, de la race, du sexe et du genre.

- *Quels sont certains programmes internationaux et régionaux qui pourraient tirer parti de liens plus étroits avec le programme pour les FPS?*

Les participants ont enregistré les réponses suivantes : jeunesse, paix et sécurité; démilitarisation, dénucléarisation et désarmement; réformes de la politique étrangère; programmes pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe; réchauffement climatique et action pour le climat, un programme en trois volets (humanitaire, développement et paix); programmes sur la migration; mécanismes internationaux de responsabilisation; missions de maintien de la paix; programmes de sanctions; événements de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP); désarmement et non-prolifération : armes légères et armes de petit calibre; interventions en cas de catastrophes naturelles; objectifs de développement durable; Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC); stratégies de l'Union africaine (UA) en matière d'égalité des genres et de FPS; « Faire taire les armes »; plan d'action de l'Union européenne (UE) sur l'égalité des sexes; programmes pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit et Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA).

*Katrina Leclerc* a souligné la nécessité d'obtenir un financement de base pour renforcer les capacités des organisations et des mouvements féministes locaux si nous souhaitons qu'ils soient transformationnels. Nous devons éliminer les obstacles à l'obtention d'un financement pour accroître l'admissibilité de divers groupes de femmes, notamment offrir du soutien pour la rédaction des propositions et l'établissement de rapports de projets. Elle a également indiqué que la demande de la société civile d'être incluse de façon significative est en fait une demande pour participer à l'élaboration de la planification, et pas seulement pour obtenir une consultation des gouvernements après coup. Il faut demander à la société civile de quoi elle a besoin, surtout à l'échelle locale. Il est également correct de ne pas avoir toutes les réponses : lorsque nous collaborons pour les trouver ensemble, nous faisons preuve d'humilité et nous pouvons réaliser plus de transformations.

*Toni Hastrup* a mentionné que les travaux de transformation prendront du temps. Si nous voulons changer un système qui est en place depuis des siècles, nous ne pouvons le faire dans le cadre actuel des programmes d'une durée de deux ans. Les partenaires de la société civile auront besoin de ressources pour adopter une nouvelle approche décoloniale transformationnelle en fonction du financement qui sert actuellement à maintenir le statu quo (par exemple, les dépenses militaires continuent d'augmenter tandis que l'aide au développement est réduite). Afin d'être transformateurs, les plans d'action nationaux doivent faire appel à toutes les collectivités, à de nouveaux partenaires et experts et à des personnes œuvrant pour la paix à l'échelle locale, et cela demande du temps et des efforts.



*Hilary Anderson* a indiqué que les organisations régionales comme l'OEA doivent faire davantage preuve d'initiative pour inclure le programme pour les FPS, qui existe depuis maintenant plus de 20 ans. Les pays des Amériques se sont éloignés des dictatures militaires, mais la promesse de prospérité par la reconstruction n'a pas été remplie ce qui provoque encore beaucoup de frustration. La plupart des États perçoivent les manifestations comme un problème de sécurité qui nécessite une intervention policière et militaire accrue. Les problèmes sous-jacents sont des problèmes sociaux : pauvreté, violence contre les femmes, manque de transparence et corruption. Des interventions plus efficaces requièrent de l'humilité et du temps. Il est difficile, selon notre approche actuelle de cycles de projets à court terme, de mettre en œuvre des mesures ayant une incidence à long terme. Nous devons éliminer le cloisonnement au sein du gouvernement et collaborer avec les partenaires de la société civile à cet égard. L'ambassadeur *Martin Vidal*, animateur de la séance, a ajouté que des occasions comme le Sommet des Amériques devraient être exploitées pour faire progresser le programme pour les FPS.

## **Séance 2 : Bâtir la confiance, consolider la paix**

### **Consolidation de la paix et médiation inclusive**

- *Quels exemples pratiques démontrent la mesure dans laquelle les réseaux de médiateurs locaux, nationaux et régionaux (y compris les réseaux de femmes autochtones) sont des acteurs de confiance et essentiels à l'établissement et au maintien de la paix et de la sécurité?*
- *Quelles mesures les gouvernements, la société civile et les autres intervenants peuvent-ils prendre pour soutenir les médiatrices et les réseaux de médiatrices en vue de l'adoption de processus de paix plus inclusifs et efficaces?*

**Elizabeth Solomon** (*médiatrice de paix, membre de Women Mediators Across the Commonwealth, juge du tribunal du travail et directrice du conseil de médiation de Trinité-et-Tobago*) a noté que les discussions concernant l'importance de l'aspect transformateur de la consolidation de la paix sont opportunes compte tenu de la véritable tempête de bouleversements sociaux que nous traversons. Nous avons l'occasion de créer une réponse plus inclusive aux conflits et aux crises.

On considère en grande partie la violence comme étant un problème national et non un facteur régional. Il est urgent d'adopter des démarches de consolidation de la paix. L'état de non-paix est de plus en plus mis à rude épreuve et l'on observe une crise de gouvernance dans les Amériques et dans le monde en plus d'une confiance faible et en baisse à l'égard de la politique. Beaucoup croient que le gouvernement travaille seulement pour un petit nombre de personnes ayant du pouvoir et ont peu confiance en lui.

Dans les Amériques, des enjeux de sécurité transfrontaliers doivent être réglés, y compris la circulation de drogues, d'armes, de femmes et d'enfants qui font l'objet d'un trafic. La xénophobie est en hausse et les changements climatiques provoquent des tempêtes plus imprévisibles et destructrices et des vagues de réfugiés. Tous ces enjeux sont liés. Nous devons militer pour une structure et un dialogue régionaux relatifs à la paix. Le Sommet des Amériques offre le cadre idéal à cet égard.

Il est temps de sortir l'approche fondée sur les droits de la personne comme cadre pour le changement. Habilitier les plus vulnérables élève nos semblables vers l'égalité et établit un climat de confiance. Les plans d'action nationaux sont des outils importants qui doivent s'appuyer sur un dialogue national inclusif qui permet que les aspirations de tous soient exprimées. Les gouvernements nationaux et les

organisations régionales peuvent poser des gestes concrets pour ouvrir la voie aux femmes œuvrant pour la paix. Nous devons reconnaître et valoriser leur travail en plus de contribuer à encourager les jeunes femmes œuvrant pour la paix.

### **Perspectives de femmes autochtones sur la confiance et la consolidation de la paix**

- *Pourquoi est-il important que les femmes autochtones soient à la tête des efforts en matière de prévention, d'intervention et de rétablissement dans les situations de conflits et de violence?*

**Diane Redsky** (*directrice générale du Centre Ma Mawi Wi Chi Itata, Manitoba, Canada*) a expliqué que le leadership des femmes autochtones vise à rétablir l'équilibre. Il est clairement démontré que lorsque la vie d'une femme est changée, sa famille, sa communauté et sa nation sont immédiatement transformées aussi. Nous avons besoin de changements transformateurs significatifs dans tous nos pays pour rétablir l'équilibre.

Au Canada (sur l'« Île de la Tortue »), Mme Redsky a noté que la récente enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) a permis de conclure que la violence systémique envers les femmes et les filles autochtones constitue un génocide. Les femmes et les filles autochtones réclament leur place et passent de la survie à l'épanouissement, mais une volonté politique est nécessaire pour assurer le changement. Elle a exhorté tous les pays à mettre en place un plan d'action national sur les FPS dans lequel les femmes et les filles autochtones jouent un rôle important et qui comprend un financement adéquat pour veiller à ce que les femmes soient en mesure de réclamer leur pouvoir et leur place. Les femmes autochtones ont des compétences et des traditions particulières en matière de consolidation de la paix et de droits de la personne.

- *Quelles mesures concrètes pouvons-nous (les gouvernements, les acteurs de la société civile et les individus) prendre afin de soutenir le leadership des femmes autochtones?*

Mme Redsky a mentionné que les femmes autochtones originaires de divers pays se réunissent et qu'elles ont des liens profonds. Elle a dit « nous n'avons pas besoin des cadres coloniaux pour travailler ensemble : nous savons comment » [traduction]. Les femmes autochtones sont surtout blessées lorsqu'on leur enlève leurs enfants. En lien avec les femmes maories en Nouvelle-Zélande, Mme Redsky et d'autres femmes autochtones au Canada rétablissent l'utilisation des conférences familiales, une tradition et une pratique courante au sein de leurs communautés. Cela permet aux familles autochtones de prendre part à la prise de décisions concernant les soins, l'éducation et la protection de leurs enfants. Parmi les effets positifs, on observe une diminution du nombre de jours durant lesquels les enfants sont pris en charge et une diminution des traumatismes liés aux séparations familiales. De plus, 98 % des enfants sont retournés dans leur famille, ce qui représente une économie de 9 millions de dollars par année pour le système canadien de protection de l'enfance. Pour chaque dollar investi dans l'approche des conférences familiales, le rendement du capital investi est triplé. Nous devons encourager et effectuer des investissements et fournir du financement aux femmes autochtones dans le monde entier afin d'intégrer les pratiques traditionnelles et judicieuses aux principaux systèmes.

Mme Redsky a également mentionné que nous disposons déjà d'instruments internationaux qui favorisent une paix plus inclusive et qu'il faudrait les utiliser. La mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) constitue une mesure concrète que les États membres peuvent prendre afin de rétablir le pouvoir et la place des peuples autochtones et d'aider les groupes autochtones du monde entier à établir des liens.

**Bâtir la confiance grâce aux approches régionales en matière de FPS :** une étude de cas du plan d'action régional sur les FPS de la région autonome de Bangsamoro dans le Mindanao musulman (RABMM) [Philippines]

**Helen Rojas**, responsable des affaires politiques III et chef de cabinet de la députée Bainon Karon, Philippines

**Aniyyah Fatmah A. Guinar**, programme Jeunes femmes+ leaders pour la paix, Marawi, Philippines

- *Comment les plans d'action sur les FPS régionaux (et infranationaux et locaux) peuvent-ils aider à résoudre les problèmes régionaux de paix et de sécurité?*

**Helen Rojas** a expliqué que le plan d'action national des Philippines sur les FPS ainsi que le plan régional de Bangsamoro ont contribué à renforcer la confiance aux niveaux national et local (dans la région de Bangsamoro). Le plan d'action national sur les FPS des Philippines est mis en œuvre au moyen d'une coordination interorganisations et d'un comité directeur sur les FPS présidé à l'échelle nationale et locale. Au niveau national, le comité directeur sur les FPS est présidé par le bureau du conseiller présidentiel en matière de processus de paix et dans la région autonome Bangsamoro par la Commission des femmes de Bangsamoro. Le comité directeur comprend différents importants organismes gouvernementaux et la société civile y participe. Aux niveaux national et local, le comité directeur comprend des membres du secteur de la sécurité, des forces armées des Philippines et de la police nationale pour démontrer le rôle important qu'ils jouent dans la protection des femmes et des filles.

Le premier cycle du plan d'action national des Philippines comportait des consultations régionales et locales dans le but de s'assurer que les enjeux de sécurité locaux étaient pris en compte dans la mise en œuvre du plan. Maintenant, pour le deuxième cycle, le plan d'action national est axé sur la régionalisation, ce qui a mené à la création du plan d'action régional sur les FPS de Bangsamoro. Divers acteurs ont été mobilisés dans le cadre du processus d'élaboration du plan d'action régional de Bangsamoro, y compris la société civile, les milieux universitaires et les chefs religieux. Des femmes de collectivités touchées par des conflits et vulnérables aux conflits ont également été consultées lors du processus.

Les plans d'action sur les FPS sont intégrés aux plans sur le genre et aux plans de développement des principaux ministères nationaux et des administrations locales. À l'échelle nationale, une note de service informative commune oriente les activités dans les secteurs touchés par des conflits et vulnérables aux conflits et inclura le programme pour les FPS. De plus, le gouvernement régional de Bangsamoro publie des lignes directrices générales pour la planification des activités liées au genre et au développement, y compris une disposition relative à l'intégration du programme pour les FPS. Mme Rojas a indiqué, en d'autres termes, que l'utilisation d'un plan sur le genre et le développement est prescrite par la loi et qu'elle perçoit cela comme une « Grande Charte » pour les droits des femmes aux Philippines. Au moins 5 % des budgets locaux doivent être consacrés au genre et au développement et une évaluation ainsi

qu'un suivi des plans sur le genre et le développement sont régulièrement effectués afin d'en assurer la mise en œuvre.

- *Comment le plan d'action régional pour la région autonome de Bangsamoro dans le Mindanao musulman (RABMM) a-t-il intégré une approche intergénérationnelle pour veiller à ce que les jeunes femmes et les jeunes filles ne soient pas laissées pour compte?*
- *Comment les organisations et les gouvernements régionaux peuvent-ils améliorer le soutien et la protection qu'ils offrent aux femmes œuvrant pour la paix par l'intermédiaire des plans d'action régionaux?*

**Aniyah Fatmah A. Guinar** a indiqué que, depuis trop longtemps, les jeunes femmes n'ont pas été prises en considération et leurs contributions ont été sous-évaluées, mais que la situation s'améliore. Des changements petits, mais importants, sont réalisés, notamment au moyen du plan d'action régional sur les FPS de Bangsamoro, qui fait appel à une approche tenant compte du genre pour une consolidation de la paix inclusive et des investissements pour les droits des femmes et l'égalité entre les sexes dans l'ensemble de la région. Des ateliers de planification stratégique permettent de sensibiliser les gens au rôle des femmes dans le maintien de la paix dans les collectivités locales et l'on constate une augmentation de la participation significative des femmes dans les conseils locaux sur la paix et l'ordre dans les collectivités touchées par des conflits.

Des groupes de jeunes travaillent en collaboration avec le gouvernement, la société civile et d'autres intervenants communautaires clés, y compris des chefs religieux, afin de mettre en œuvre le plan d'action régional de Bangsamoro. Les jeunes femmes ne sont pas seulement des spectatrices. Nous avons besoin de leur participation active dans le cadre des activités de résolution et de consolidation de la paix après les conflits. Nous avons besoin d'espaces sûrs pour mobiliser les jeunes femmes qui œuvrent pour la paix afin de les écouter et de leur faire savoir que le gouvernement est présent et qu'il est de leur côté. Nous devons également faire entendre la voix des femmes autochtones dans nos collectivités.

### **Séance 3 : Séance plénière de clôture**

**Lancement du nouveau site Web du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité** (<https://wpsfocalpointsnetwork.org/>). Un nouveau site Web a été créé pour le Réseau en 2021. Le site Web sert de plateforme de connaissances mondiales sur les femmes, la paix et la sécurité et comprend divers éléments, dont un outil de suivi et une base de données sur les plans d'action nationaux les plus récemment adoptés, des pages Web individuelles où les 89 membres du Réseau peuvent partager des mises à jour concernant leurs travaux relatifs aux FPS, les résumés et les résultats des réunions antérieures du Réseau, un tableau de bord de la communauté de pratique comportant des fonctionnalités distinctes pour les coordonnateurs et le public, une page multimédia et un répertoire de ressources et de rapports organisés sur les FPS. Le site Web vise à éviter la reproduction des sites Web sur les FPS existants et comble une lacune qui demeurait en ce qui a trait à un portail unique sur les femmes, la paix et la sécurité qui contient des renseignements sur les progrès réalisés en matière de FPS rendus publics par les États membres, qui assument la plus grande responsabilité quant à la mise en œuvre des engagements relatifs aux FPS. Harriette Williams-Bright (coordonnatrice, secrétariat du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité) a remercié le Canada pour son soutien financier dans le cadre du développement du nouveau site Web.

## **Mot de la fin**

La coordonnatrice du programme pour les FPS en Afrique du Sud, **Charlotte Lobe** (*directrice générale, programme de transformation et développement organisationnel, ministère des Relations internationales et de la Coopération, ministère des Affaires étrangères*) a remercié et félicité les coprésidents de l'Uruguay et du Canada pour avoir gardé le Réseau dynamique et vivant en 2020 et 2021 et pour avoir aidé les membres à apprendre de nouvelles façons de participer. Elle a exprimé sa reconnaissance envers eux pour avoir assuré la coprésidence en 2021 pendant la pandémie et pour avoir veillé à ce que les activités continuent malgré les défis. L'Afrique du Sud est heureuse d'assumer le rôle de coprésidente du Réseau en 2022 et de contribuer à l'élaboration d'approches transformatrices et à l'avancement du programme pour les FPS. En 2022, l'Afrique du Sud et la Suisse organiseront des réunions régionales, l'une dans le sud et l'autre dans le nord. Mme Lobe a souligné le besoin pour nous de faire preuve d'unité dans les objectifs en tant que pays du Nord et du Sud.

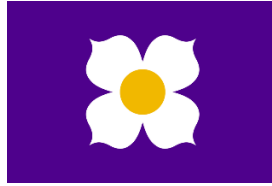
La coordonnatrice du programme pour les FPS en Suisse, **Talia Wohl** (*conseillère principale en matière de genre, Département fédéral des affaires étrangères, Direction des Affaires politiques, Division sécurité humaine : paix, droits de l'homme, politiques humanitaires, migration*) a également remercié le Canada et l'Uruguay pour la flexibilité dont ils ont fait preuve dans l'exercice de la présidence pendant plus de deux ans, car cela a permis au Réseau de poursuivre ses activités pendant la pandémie. La Suisse est ravie d'assumer la coprésidence avec l'Afrique du Sud en 2022 et de manifester sa solidarité avec l'Afrique du Sud en ces temps difficiles.

L'animateur, et ambassadeur de l'Uruguay au Canada, **Martin Vidal**, a conclu la réunion en soulignant que le Réseau sera entre bonnes mains avec l'Afrique du Sud et la Suisse comme nouveaux coprésidents. Il a formulé des réflexions sur tout ce que nous avons appris ensemble en tant que réseau au cours des deux dernières années. Plus particulièrement, il a mentionné qu'après la discussion d'aujourd'hui au sujet d'un programme pour les FPS transformateur, de nombreuses nouvelles idées auxquelles réfléchir et à élaborer se sont présentées. Le fait que nous ayons utilisé le mot « humilité » tout au long de ces discussions est important. Bien que ce qui se dit et s'entend puisse parfois être difficile, dire la vérité et écouter est important pour créer le climat de confiance dont nous avons besoin pour consolider la paix dans les communautés chez nous et à l'étranger. Sans vérité, il ne peut y avoir de confiance.

## **Contexte**

Le Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité a été lancé en septembre 2016 comme forum exceptionnel pour permettre aux représentants nationaux et régionaux (les coordonnateurs) d'échanger leurs pratiques exemplaires et les leçons apprises dans le programme pour les FPS. Le Réseau compte 89 membres issus d'États membres des Nations Unies et d'organisations régionales. Les coordonnateurs sont responsables de la mise en œuvre du programme pour les FPS (souvent au moyen de plans d'action et de stratégies nationales sur les FPS) au sein de leurs gouvernements et organisations régionales respectifs. Les Nations Unies et la société civile jouent également un rôle actif dans le Réseau, ONU Femmes faisant office de secrétariat. Le Canada et l'Uruguay sont les coprésidents du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité pour 2020 et 2021. En raison des répercussions de la pandémie de COVID-19, la réunion annuelle du Réseau a été remplacée par une série de rencontres en ligne au printemps, à l'été et à l'automne. Ces séances en ligne portent sur deux thèmes principaux : le soutien des femmes qui

œuvrent pour la paix et leur protection, et le pouvoir des plans d'action nationaux axés sur les incidences.



*Ce symbole d'amitié célèbre le partenariat entre le Canada et l'Uruguay en tant que coprésidents du Réseau des coordonnateurs du programme pour les femmes, la paix et la sécurité en 2020 et 2021 et représente l'esprit de collaboration et de coopération. Conçu par le graphiste uruguayen Gabriel Benderski, le symbole s'inspire également de la plante à fleurs indigène du nom de quatre-temps, que l'on trouve dans toutes les régions du Canada, ainsi que de la palette de couleurs combinées des drapeaux nationaux du Canada et de l'Uruguay.*

## ANNEXE A – BIOGRAPHIES DES INTERVENANTES

	<p><b>Katrina Leclerc</b> – Candidate au doctorat, Université Saint-Paul, Canada, cofondatrice de la Coalition canadienne pour la jeunesse, la paix et la sécurité, membre du conseil d’administration du Réseau FPS Canada</p> <p>Katrina Leclerc est une jeune femme francophone de l’Ouest canadien qui poursuit actuellement son doctorat en études des conflits à l’Université Saint-Paul, qui porte sur les synergies entre les programmes Femmes, paix et sécurité (FPS) et Jeunesse, paix et sécurité (JPS). Forte d’une grande expertise en matière de consolidation de la paix dans les zones touchées par des conflits, elle coordonne depuis 2016 les programmes FPS-JPS du Réseau mondial des femmes artisanes de la paix en Afrique de l’Est. Elle est ancienne conseillère aux Affaires parlementaires d’un sénateur canadien, membre actuel du comité directeur du Réseau Femmes, paix et sécurité du Canada (RFPS-C) et cofondatrice de la Coalition canadienne pour le programme JPS. Mme Leclerc siège également aux conseils d’administration de l’Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF) et de la section canadienne de Voix de femmes pour la paix (VOW).</p>
	<p><b>Toni Haastrup</b> – Maître de conférences en politique internationale à l’Université de Stirling</p> <p>Toni Haastrup est maître de conférences en politique internationale à l’Université de Stirling. Chercheuse et enseignante féministe, son travail vise à comprendre les hiérarchies de pouvoir qui prévalent à l’échelle mondiale et qui sous-tendent la coopération et les conflits au sein du système international. Ses travaux ont porté sur les politiques de production de connaissances dans le contexte des femmes, de la paix et de la sécurité, sur les perspectives des pays du Sud sur la politique étrangère féministe et sur la nature genrée et racisée des crises contemporaines et les réponses qui y sont apportées. Les recherches actuelles de Mme Haastrup fournissent une analyse féministe des pratiques étrangères des acteurs du Nord dans le Sud, notamment en ce qui concerne le programme pour les FPS. Une grande partie de ce travail est centrée sur les activités d’institutions officielles telles que les unions africaine et européenne, et elle a publié de nombreux ouvrages dans ces domaines. Mme Haastrup est rédactrice en chef du <i>Journal of Common Market Studies</i> et fait partie du conseil d’administration de Women Also Know Stuff. Elle est une conférencière chevronnée et commentatrice occasionnelle dans les médias.</p>



**Hilary Anderson**, CIF-OEA – Spécialiste principale en matière de genre pour la Commission interaméricaine des femmes à l’Organisation des États américains

Depuis la fin de ses études sur le genre et le développement à l’Université McGill à Montréal, Hilary Anderson a travaillé avec l’unité Genre et santé de l’Organisation panaméricaine de la santé et avec l’Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW, qui fait maintenant partie d’ONU Femmes). En 2009, elle a rejoint le personnel de la CIF de l’OEA, où elle travaille en tant que spécialiste principale sur les grands enjeux relatifs aux droits des femmes et à l’égalité entre les genres dans la région. À ce poste, elle a dirigé l’élaboration d’outils de renforcement du savoir et des capacités pour combler le fossé entre le cadre juridique international sur les droits des femmes et les lois et politiques nationales.



**Elizabeth Solomon** – Médiatrice de paix, juge du tribunal du travail, directrice du conseil de médiation de Trinité-et-Tobago et membre de Women Mediators Across the Commonwealth

Elizabeth Solomon est juge au tribunal du travail et médiatrice chevronnée dans une grande variété de contextes politiques, post-conflits et commerciaux dans le monde. Elle est directrice du conseil de médiation de Trinité-et-Tobago, ancienne directrice générale du Dispute Resolution Centre et du Caribbean Centre for Human Rights, puis fondatrice de Dialogue Solutions. Mme Solomon a mené une carrière complète dans le journalisme avant de rejoindre les Nations Unies. Elle a passé les 20 années suivantes en tant que praticienne de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans divers contextes de conflit, notamment en tant que coordinatrice adjointe de l’équipe des bons offices des Nations Unies à Chypre. Son travail était axé sur la conception et la mise en œuvre de processus de cohésion sociale et de consolidation de la paix inclusifs, ainsi que sur le soutien aux efforts locaux visant à mettre en place des institutions nationales démocratiques résilientes au Kosovo, en Bosnie, en Somalie et en Sierra Leone. Son travail sur les droits de la personne et le développement s’étend des Pays-Bas au Brésil, en passant par l’Inde et le Guyana.



**Diane Redsky**, directrice générale du Centre Ma Mawi Wi Chi Itata

Diane Redsky est la directrice générale du Centre Ma Mawi Wi Chi Itata. En tant qu’intellectuelle visionnaire et dirigeante communautaire de renommée nationale, elle s’emploie depuis longtemps à résoudre la myriade de problèmes auxquels fait face la communauté autochtone urbaine de Winnipeg dans tous les domaines, que ce soit la santé, la justice, l’éducation ou les services sociaux.

Depuis 1993, elle exerce des fonctions professionnelles et bénévoles dans le secteur des services sociaux et elle est devenue une ardente défenseuse des intérêts des Autochtones, des enfants et des femmes. Elle a contribué



	<p>à la création de nombreux programmes novateurs qui ont favorisé l’instauration de collectivités saines. Elle croit en une approche qui est fondée sur des valeurs communes et le respect des spécificités culturelles, tout en étant animée par le souci du détail.</p> <p>Mme Redsky a joué un rôle déterminant dans l’élaboration de ressources pour les filles exploitées sexuellement et victimes de la traite, y compris un foyer-refuge et un pavillon de ressourcement rural au Canada. En 2013-2014, elle a dirigé le Groupe de travail national sur la traite des femmes et des filles au Canada, mis sur pied par la Fondation canadienne des femmes. Ce groupe a formulé 34 recommandations pour mettre fin à la traite de personnes à des fins d’exploitation sexuelle dans le pays. De retour au Centre Ma Mawi Wi Chi Itata de Winnipeg, Mme Redsky y gère les dossiers autochtones, qu’elle s’emploie à mieux faire connaître.</p>
	<p><b>Helen M. Rojas</b> – Responsable des affaires politiques III et chef de cabinet de la députée Hadja Bainon Karon, Philippines</p> <p>Helen M. Rojas est actuellement chef de cabinet de Hadja Bainon G. Karon, députée de Bangsamoro et présidente de la commission des femmes de Bangsamoro. Avant de se joindre à l’équipe de la députée Hadja Bainon Karon, Mme Rojas a dirigé le secrétariat du plan d’action national sur les femmes, la paix et la sécurité du bureau du conseiller présidentiel pour le processus de paix de 2015 à 2019. En 2009, elle a fait partie du comité préparatoire qui a rédigé le plan d’action national sur les FPS des Philippines, le premier plan d’action en Asie.</p> <p>Dans l’optique de faire part de l’expérience de mise en œuvre des Philippines sur les femmes, la paix et la sécurité, Mme Rojas a fait une présentation en marge de la conférence ministérielle Asie-Pacifique sur le bilan de Pékin+25 qui s’est tenue à Bangkok, en Thaïlande. Ses plus récentes interventions internationales en tant qu’oratrice ressource sur le plan d’action national sur les FPS philippin ont eu lieu lors du forum régional de l’Association des Nations de l’Asie du Sud-Est (ANASE) de 2021 organisé par le gouvernement thaïlandais et de la conférence internationale sur les femmes, la paix et la sécurité de 2020 organisée par le gouvernement de la République socialiste du Vietnam.</p> <p>En tant que chef de cabinet, Mme Rojas a dirigé l’équipe qui a coordonné la formulation du premier plan d’action régional de Bangsamoro sur les femmes, la paix et la sécurité, qui a été lancé le 30 octobre 2020, à temps pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.</p> <p>Elle dirige actuellement une équipe qui coordonne la planification et la budgétisation des activités liées au genre et au développement ainsi que l’intégration de la dimension de genre dans la RABMM.</p>



**Aniyah Fatmah A. Guinar** – Programme Jeunes femmes+ leaders pour la paix, Philippines (Marawi)

Aniyah Fatmah A. Guinar est membre de Jeunes femmes+ leaders pour la paix, un programme du Réseau mondial des femmes bâtisseuses de paix, depuis Marawi, aux Philippines. Avec ses consœurs des Jeunes femmes leaders pour la paix, elle a mobilisé 4 000 jeunes de différentes religions dans plus de 60 écoles de plus de 30 provinces des Philippines dans le cadre de forums de paix sur l'égalité entre les genres, les droits des femmes, les droits de la personne et la paix durable. En réponse à la pandémie de COVID-19, elle s'est rapidement mobilisée pour distribuer des biens de secours, des masques de protection, des produits d'hygiène et des fournitures scolaires. Elle a également attiré l'attention sur l'effet de la pandémie sur les femmes en évoquant l'augmentation de la violence sexuelle et sexiste, notamment les mariages d'enfants, précoces et forcés et les grossesses d'adolescentes dans ses communautés. Elle a également mené des campagnes sur les médias sociaux pour contrer les fausses nouvelles, la désinformation et la désinformation sur la pandémie et partager des informations essentielles et vitales pour prévenir la propagation du virus.